

politique, délibérative et élective pour toutes les opinions, pour tous les intérêts, pour toutes les localités, c'est détruire en effet ce qui doit être détruit, la centralisation politique, l'influence oppressive d'une capitale, d'un parti, d'une classe, d'un homme, le monopole de la liberté, le despotisme enfin ; c'est là la juste tendance d'un esprit libre et éclairé ; c'est là l'œuvre du jour et du siècle. Mais détruire la centralisation administrative et exécutive, refouler la vie et la pensée dans les membres, au lieu de la placer forte et pleine dans la tête de l'État ; briser les liens nécessaires du *pouvoir* et de l'*action*, refaire de la France, si forte parce qu'elle est *une*, une fédération provinciale, faible, boiteuse, disjointe et vacillante, après que le temps et le génie de la civilisation se sont épuisés à faire de ces parties incohérentes une grande et vigoureuse unité nationale, c'est le vœu de la folie ou c'est le cri du désespoir !

La centralisation administrative, méditée par tous nos hommes d'État de la monarchie, opérée enfin par l'assemblée constituante, est le seul monument que la révolution ait fondé avec tous les débris qu'elle a faits. Cette intensité de force dans cette uniformité d'action qui fait que la pensée sociale, une fois librement conçue et devenue loi, s'exécute à l'instant même avec célérité, régularité, contrôle et uniformité, dans toutes les sphères de l'administration d'un vaste État, c'est l'unité de ces grands corps qu'on nomme nations. Si vous la détruisez, ils périssent, ou cette unité se reconstruira malgré vous, car elle est leur vie ; et la dissolution de cette unité ou de cette centralisation, c'est la mort !

Que l'âme du corps social, c'est-à-dire la pensée et l'action politiques, soient donc libres, expansives, constatées, parlant et agissant partout ; qu'elles ne soient plus enchaînées, comme elles l'ont été jusqu'ici, au caprice d'une bureaucratie tyrannique, au délire d'une capitale ameutée, jouet d'un tribun ou d'une faction ; qu'elles aient leur force et leur point d'appui en elles-mêmes et sur elles-mêmes,

sur les forces, les intérêts, les opinions de familles, de communes et de province ! mais que l'administration nationale soit une, une dans sa forme, une dans son action ! que tous les ressorts de la machine gouvernementale aboutissent à un seul centre, d'où ils reçoivent l'impulsion, la force et la régularité ! La force relative des nations est tout entière dans le perfectionnement de ce système d'unité ou de centralisation ; le premier devoir des nations, c'est de vivre, c'est de rester indépendantes ; et pour rester indépendantes, elles n'ont qu'un moyen, être fortes. Décentraliser l'action administrative, ce n'est donc pas progrès, c'est déclin.

## X

## CONCLUSION ET CONJECTURES

Voilà, monsieur, les principaux délinéaments de la route politique où je voudrais voir marcher nos amis et nos ennemis, où je voudrais que la presse et la parole, le pouvoir et les chambres, guidassent la France et l'Europe ; c'est la seule route qui n'ait pas un abîme à son terme et qui conduise à un avenir. Vous le savez : avant la catastrophe qui a affligé nos cœurs sans avoir étonné nos prévisions, car nous la pressentions prompte, certaine, inévitable, au bout de la voie fausse, étroite, rétrogradé, où l'aveuglement et l'erreur poussaient ceux que nous aimions à avoir pour guides et que nous suivions comme le soldat doit suivre son chef, jusqu'à la mort, mais non jusqu'au suicide, c'étaient là nos pensées et nos paroles ; hélas ! pensées et paroles stériles que le souffle de l'adulation ou de l'intrigue ne laissait pas arriver jusqu'à l'oreille des rois, que le vent des passions populaires emportera peut-être de même aujourd'hui ! N'importe : elles tomberont sèches et froides sur le sable ou sur le rocher ; mais elles n'y mourront pas pour toujours. Une idée vraie, une idée sociale, descendue

du ciel sur l'humanité, n'y retourne jamais à vide; une fois qu'elle a germé dans quelques cœurs droits, dans quelques esprits logiques et sains, elle porte en soi quelque chose de vital, de divin, d'immortel, qui ne périt plus tout entier; les passions, les vils intérêts, l'ignorance, l'habitude, les préjugés, la haine, peuvent l'écraser sous leurs pieds, peuvent la mutiler sous le sabre ou sous la hache; ses fruits sont retardés d'un jour, d'un siècle ou deux peut-être (la Providence a la main pleine de siècles et ne les compte pas dans son œuvre) : mais au siècle marqué, mais au jour fatal, et peut-être y sommes-nous ! l'idée vivace, dont la semence a été répandue et multipliée par les orages mêmes, éclôt dans tous les esprits à la fois; tous les partis la revendiquent comme leur; toutes les opinions l'avouent comme le fond de leur pensée commune : prévu ou imprévu, un événement arrive, un accident peut-être, et le monde est renouvelé. L'idée de liberté a tous ces caractères; si la France voulait, si le pouvoir savait, ce grand fait de rénovation sociale s'opérerait sous nos yeux : rien ne s'y oppose, rien ne résiste dans les choses comme dans les esprits; l'heure a sonné.

Mais la France veut-elle? mais le pouvoir sait-il? Oui, la France voudrait, mais elle veut faiblement; ses longues convulsions, son repos de quinze ans, sa position fautive sur un droit méconnu et sur un droit contesté, sa peur des nouveautés, sa lassitude des expériences, sa défiance de l'erreur, de la vérité même, son industrialisme, culte amollissant de l'or, son engouement prompt, son dégoût rapide, ses éblouissements de guerre militaire, sa secrète faveur pour un despotisme qui la flatte avec des conquêtes, qui l'étourdit avec des tambours, l'esprit de faction, de haine, de dénigrement mutuel qui use ses forces contre soi-même, et surtout, disons-le, son peu de foi dans la haute morale, l'affaiblissement du sentiment religieux, sentiment qui vivifie tous les autres, héroïsme de la conscience, sans lequel l'humanité n'a pas assez de foi en elle-même, ne comprend

pas assez sa propre dignité, ne place pas son but assez haut, n'a pas assez la confiance et le désir de l'atteindre : tout cela a altéré en nous le principe des grandes choses, le mobile des résolutions généreuses et fortes, la base morale de toute institution libre, la vertu politique. C'est la vertu politique qui nous manque, et c'est ce qui me fait douter de nous et trembler sur nous ! La vertu politique ? Je sais que la liberté la produit en l'exerçant ; mais il en faut déjà pour supporter la liberté. Quand Rome ne comptait plus qu'un Caton, César n'était pas loin.

Mais le pouvoir sait-il? Non, s'il continue à chercher sa base dans un élément qui manque dès aujourd'hui, qui manquera plus encore dans l'avenir, l'aristocratie; dans la restriction et non dans l'expansion du droit et de l'action politique; s'il continue à resserrer la main au lieu de l'ouvrir tout entière, s'il veut régner et non guider, s'il veut dresser sa tente d'un jour et forcer l'esprit social à une halte précaire dans le défilé où le dix-neuvième siècle est arrivé et où il étouffera, s'il ne le traverse pas avec un pouvoir hardi en tête de ses générations. Ainsi peut-être manque-t-il à la fois à cette époque deux choses sans lesquelles toute théorie tombe, toute espérance s'évanouit : un pays et un homme.

Faute d'un homme, d'un homme politique, d'un homme complet dans l'intelligence et la vertu, d'un homme, résumé sublime et vivant d'un siècle, fort de la force de sa conviction et de celle de son époque, Bonaparte de la parole, ayant l'instinct de la vie sociale et l'éclair de la tribune, comme le héros avait celui de la mort et du champ de bataille; palpitant de foi dans l'avenir, Christophe Colomb de la liberté, capable d'entrevoir l'autre monde politique, de nous convaincre de son existence, et de nous y conduire par la persuasion de son éloquence et la domination de son génie; faute de cet homme, l'anarchie peut être là, vile, hideuse, rétrograde, démagogique, sanglante, mais impuissante et courte; car l'anarchie même suppose de la

force. Le crime a aussi son parti en France, l'échafaud a aussi ses apôtres ; mais le crime ne peut jamais être un élément politique ; le crime est la plus antisociale des choses humaines, puisque la société n'est et ne peut être que de la morale et de la vertu. Ce parti est hors la loi du pays et de la civilisation ; il est à la politique ce que les brigands sont à la société : ils tuent, mais ils ne comptent pas. La société n'a ni besoin ni appétit de sang ; elle n'a pas même à combattre, elle n'a rien à renverser devant elle ; tout est nivelé sous ses pas. Cette admiration imitatrice pour les hommes et les œuvres de la Terreur n'est que du sophisme qui accompagne quelquefois le bourreau, comme il le précède toujours ; c'est un arrière-goût du sang versé et bu dans notre époque de honte, que quelques insensés prennent encore pour de la soif, et qui n'est que le rêve du tigre.

Faute de vertu politique dans le pays, au premier tremblement du pouvoir, à la première bourrasque sur la mer tempétueuse de la liberté, une clameur générale s'élèvera : « Retournons en arrière, perdons plutôt tout l'espace déjà parcouru, plions les voiles, regagnons le passé ! » Le port le plus précaire sera bon. Le premier qui prendra le cha peau étriqué et la redingote grise se croira un Bonaparte, sabrera la civilisation et la liberté des branches à la racine, et dira « Mon peuple, » jusqu'à ce qu'on en cherche un autre pour mieux parer la servitude. Ce peuple libre n'aime pas assez la liberté ; il croit toujours voir le temple de la gloire avec un héros sur le seuil, ouvert pour le recueillir et le venger d'une nouvelle anarchie. Il se trompe : le héros n'est plus et la liberté est son seul asile.

Cherchons donc la vertu politique, cherchons-la pour nous et pour les autres, le temps se chargera de l'exercer ; cherchons-la où elle est, dans une conviction forte, dans une foi sincère à la destinée progressive de l'humanité, dans un religieux respect pour notre dignité d'homme, dans une contemplation sévère du but divin que Dieu a

placé devant la société comme devant la vie individuelle : ce but, c'est lui-même, c'est le perfectionnement de l'individu et le perfectionnement de l'être générique, l'humanité, qui doit rapprocher de Dieu l'homme vertueux et la société elle-même.

Cette pensée divine, appliquée enfin à la politique, fermente déjà dans la jeune génération qui nous presse ; c'est dans cette génération, jeune, forte, morale, religieuse, qu'est tout l'espoir de l'avenir. Le saint-simonisme lui-même est un heureux symptôme : hardi plagiat qui sort de l'Évangile et qui doit y revenir, il a déjà arraché quelques esprits enthousiastes aux viles doctrines du matérialisme industriel et politique, pour leur ouvrir l'horizon indéfini du perfectionnement moral et du spiritualisme social. C'est là en effet le terme à atteindre, mais par la route que le Christ a tracée, que sa doctrine progressive éclaire à mesure que l'homme avance ; mais sur le terrain réel et solide de l'humanité, sur le respect de tous les droits, sur l'accomplissement de tous les devoirs, sur la réforme et non sur la destruction de la seule base que Dieu ait donnée jusqu'ici à la famille et à la société, la propriété. Peut-être l'humanité découvrira-t-elle un jour un autre principe social : on ne peut rien nier, rien affirmer de l'inconnu. L'horizon de l'humanité recule et se renouvelle à proportion des pas qu'elle a faits ; le Verbe divin sait seul où il veut nous conduire : l'Évangile est plein de promesses sociales et encore obscures ; il se déroule avec les temps, mais il ne découvre à chaque époque que la partie de la route qu'elle doit atteindre. Le saint-simonisme trace une route parallèle, mais sur les nuages ; c'est une religion, moins un Dieu ; c'est le christianisme, moins la foi qui en est la vie ; c'est l'Évangile, moins la raison et la connaissance de l'homme. Tout ce qu'il y a en lui de sincère, d'élevé, d'aspiration à un ordre terrestre plus parfait et plus divin, s'apercevra bientôt qu'il ne peut marcher sans base, qu'il faut toucher au ciel par ses désirs, mais à la réalité humaine par les

faits, et reviendra au principe qui donne à la fois la vérité spéculative et la force pratique, l'espérance indéfinie du perfectionnement des sociétés civiles et la règle, la morale et la mesure qui peuvent seules les y diriger. Ce principe, d'où nous émanons tous, croyants ou sceptiques, amis ou ennemis, c'est le christianisme ! Sa déduction logique est la perfection sociale ; c'est lui qui a fait la liberté moderne, plus vraie que la liberté antique ; c'est lui qui nous prépare encore la charité politique et civile, plus vraie que le patriotisme étroit, exclusif et égoïste de l'antiquité ; son règne ne sera autre chose que l'époque rationnelle, le règne de la raison, car la raison est divine aussi.

Un mot ici. Par ce règne futur et parfait du christianisme rationnel, je n'entends point ce règne matériel du christianisme, cet empire palpable et universel du principe catholique, prédominant de fait sur tous les pouvoirs politiques, asservissant le monde même à la vérité religieuse et donnant ainsi un démenti à la sublime parole de son auteur : « Mon royaume n'est pas de ce monde. » Cette doctrine de politique religieuse réalisée dans des formes sociales, doctrine que quelques hommes de foi et de talent réchauffent en vain aujourd'hui, n'a jamais eu l'assentiment de la raison : c'est chercher dans un mysticisme couronné, dans une théocratie posthume, dans une aristocratie sacerdotale, un principe et une règle du pouvoir humain, qui n'y existerait pas plus que dans le despotisme ou l'aristocratie politique. La vérité même ne doit ni se manifester ni s'imposer par des formes de domination matérielle, car ses agents seraient toujours hommes : les hommes altèrent ou corrompent tout ce qu'ils touchent avec leurs mains d'hommes, et nous feraient une tyrannie dégradante de la liberté même des enfants de Dieu. La seule forme de manifestation et d'empire de la vérité religieuse vis-à-vis la vérité sociale et politique, c'est la parole, c'est la liberté ! Le seul joug des cœurs et des intelligences, c'est la conviction ! C'est là le seul empire de la vérité chrétienne, le seul joug que nous

porterons tous avec liberté et avec amour, quand le tronc immortel du christianisme, qui renouvelle ses rameaux et son feuillage selon les besoins et les temps, aura porté et multiplié pour nous ses derniers fruits.

Revenons au jour où nous sommes, et concluons. Vous le voyez, espérance et lumière à un horizon éloigné, sur l'avenir des générations qui nous suivent ; incertitudes et ténèbres sur notre sort actuel, sur notre avenir immédiat. Cependant l'espérance prévaut ; et si chacun de nous, sans acception de parti, d'opinions ou de désirs, se plaçait dans la vérité qui est immédiatement devant lui, y cherchait son devoir du jour et employait sa force sans la calculer, le résultat ne permettrait pas un doute : le monde social aurait fait un pas immense, et ses chutes mêmes l'auraient avancé de plusieurs siècles. Je ne suis pas prophète, mais la raison prophétise : une loi éternelle, une loi morale que les anciens appelaient fatalité, que les chrétiens nomment Providence, et qui n'est autre chose que la volonté divine enchaînant les conséquences aux principes, les effets aux causes, travaille éternellement pour ou contre nous, selon que nous partons du faux ou du vrai. Dans la vie privée de l'individu comme dans la vie sociale des empires, cette loi se manifeste sans cesse par ses applications heureuses ou vengeresses ; elle rétribue dès ce monde à chacun selon son œuvre, à chacun selon sa vérité et sa vertu. C'est l'ombre de la justice divine que l'on aperçoit de la terre. Cette loi divine sous les yeux, on peut prédire et l'on prédit en effet tous les jours avec une pleine et infaillible assurance.

On peut donc prédire que si un droit a été omis ou violé volontairement dans un fait politique, son absence ou sa violation jettera longtemps le pouvoir et le pays dans une laborieuse expiation.

Que si le pouvoir, innocent lui-même de la nécessité politique d'où il surgit, comprend cette dictature des événements, cette mission d'une destinée sociale, et l'emploie

tout entière, sans retour sur lui-même, au salut désintéressé du pays, à la fondation sincère et large d'un ordre libre et rationnel, il triomphera de tous les obstacles, il créera ce qu'il a mission évidente de créer, et durera ce que doivent durer les choses nécessaires, le temps d'achever leur œuvre, transition elle-même à un autre ordre de choses plus avancé et plus parfait.

Que s'il ne se comprend pas lui-même, et s'il ne profite pas, au bénéfice de la liberté et de l'humanité tout entière, du moment fugitif qui lui aura été donné; s'il ne voit pas qu'une route longue, large et droite, est ouverte sans obstacle devant lui et qu'il peut y porter les esprits, les lois et les faits jusqu'à un point d'où ils ne pourraient plus rétrograder; s'il se compte lui-même pour quelque chose, s'il s'arrête ou s'il se retourne, il périra et plusieurs siècles peut-être périront avec lui.

Que si les royalistes constitutionnels, les hommes de fidélité, de religion, de monarchie, de liberté et de progrès, persistent à mettre leur répugnance d'esprit, leurs scrupules de souvenirs, leurs affections de parti, au-dessus de leurs droits et de leurs devoirs d'hommes et de citoyens; que s'ils se retirent comme ils viennent de le faire de toute l'action politique moderne, l'élection; que s'ils regardent sans combattre la mêlée politique qui se débat sous leurs yeux, et dont eux-mêmes ils sont le prix sanglant; que s'ils laissent vaincre l'anarchie contre eux; que s'ils laissent fonder sans eux la liberté, qui n'est plus qu'oppression quand elle n'appartient pas à tous; que s'ils se refusent obstinément à entrer dans l'ère nouvelle, dans ce temple commun d'asile que les événements et la Providence sociale leur ouvrent si souvent; que s'ils laissent mettre hors la loi du siècle, hors de la protection et de la reconnaissance de l'avenir, eux, leurs principes, leur religion et leur cause, ils se suicident de parti pris; ils concourent aveuglément à la ruine du présent, au meurtre de l'avenir social, et ils préparent pour eux, pour leur patrie,

pour leurs fils, un de ces châtiments déplorables que la Providence inflige quelquefois à l'erreur aussi sévèrement qu'au crime. Pour nous, innocents de cette erreur, si nous ne répudions pas notre part de la peine qui ne choisira pas, répudions du moins toute participation à la faute; nous aurons du moins protesté: si notre voix ne doit pas être comprise, elle aura du moins retenti. Qu'elle retentisse encore! Suivons cette lumière qui luit pour nous, cette lumière que tous peuvent voir, cette lumière qui éclaire la morale politique des mêmes clartés que la morale privée; faisons le mieux possible dans toutes les circonstances données. Les événements ne nous appartiennent pas, mais notre détermination nous appartient toujours tout entière; les événements ne sont jamais neutres: nous n'avons donc jamais le droit de l'être nous-mêmes. Il y a toujours, dans toutes les combinaisons des choses humaines, un mal à éviter, un mieux à chercher, un choix à faire. Quelqu'un a dit que, dans les temps de révolutions, il est souvent moins difficile de faire son devoir que de le connaître; mais la morale du christianisme a une lueur qui éclaire toujours suffisamment chacun de nos pas, en nous montrant toujours un but que l'instabilité des événements et le vent orange de la fortune ne peuvent voiler ni ébranler, le bien de l'humanité. Le choix que cette morale nous commande, faisons-le jour par jour, heure par heure, selon la raison, la conscience et la vertu; n'en cédon rien à nos ennemis, rien à nos amis même; supportons la haine et l'injure des uns, le sourire et la raillerie des autres. Devant chaque homme, devant chaque époque, devant chaque fait, il y a un devoir; dans chaque devoir il y a une vertu, à chaque vertu une rétribution présente ou future: chacun de ces devoirs accompli par nous est à notre insu de la haute politique, car la politique n'est que la morale appliquée à la vie civile.

Notre devoir à nous comme notre politique, c'est de nous confondre avec le pays, dont nous ne pouvons nous

séparer sans l'affaiblir, et par conséquent sans crime. Le pays, qui n'eut jamais nécessité plus grande de secours, de lumière et d'énergie, ne nous pardonnerait pas de ne pas lui avoir offert ce que nous pouvons en posséder dans nos rangs. Ne nous constituons pas nous-mêmes les ilotes de la civilisation et de la France; n'acceptons pas, ne justifions pas par une fausse attitude politique ce titre de vaincus, que des ennemis habiles voudraient nous infliger pour se donner les droits odieux de la victoire; ce titre de vaincus, dont quelques-uns de nous ont la faiblesse de s'honorer! Il n'y a eu de vaincus en France, dans la bataille de juillet, que ceux qui de fait ou de cœur ont voulu trahir la foi jurée, attaquer le pays dans son droit et dans son repos, renverser les institutions, et remettre au hasard d'une mêlée de rue une nation, un trône, l'Europe et le siècle! Nous ne sommes pas de ces hommes; nous les avons réprouvés avant, pendant et après; plaignons leur aveuglement et leur peine, mais ne nous imposons pas à nous-mêmes la réprobation politique dont nous les frappâmes avant la défaite, avant la postérité; ils ont commis la faute, et nous en portons la peine: nous ne sommes ni les vainqueurs ni les vaincus, nous sommes les victimes de juillet! Connaissons notre véritable dénomination, et faisons-la reconnaître aux autres: nous sommes Français et dignes de la France. Unissons nos efforts aux siens pour la relever, la soutenir, la constituer et la défendre; si elle nous repousse, plaignons-la, mais ne lui laissons pas dire que nous l'avons abandonnée! Pressons-nous dans les rangs de sa milice nationale, présentons-nous partout où il y a un service désintéressé à lui rendre! N'examinons pas sous quelle couleur et sous quel signe, mais pour qui et pourquoi nous combattons! C'est toujours la France et la patrie, c'est toujours l'humanité honorant tous les signes, toutes les couleurs qu'elle déploie. Votons dans les conseils municipaux, votons dans les conseils de départements, votons dans les collèges électoraux surtout! Ne nous laissons

point volontairement fermer le seuil de l'action politique, de l'élection, par une répugnance ou par une erreur.

Entrons, si on nous en ouvre la porte, dans l'assemblée des représentants du pays; abordons la tribune avec une parole convaincue, loyale et ferme: si la chambre n'a pas d'échos pour nous, le pays en aura. Les paroles du mandataire du peuple portent plus loin et plus juste que la voix de l'écrivain; c'est toute une population, toute une province, toute une opinion, qui parlent par cette bouche; il a mission pour proférer un symbole politique, pour protester au nom d'une vérité ou d'un intérêt. La tribune est la chaire de vérité populaire; les paroles qui en tombent ont la réalité et la vie. Montons-y donc! montons-y, non pas pour parler plus haut à des passions qui nous demandent de les flatter et qui nous payeront notre lâcheté en applaudissements; non pas pour caresser de vains regrets ni pour envenimer d'amères répugnances; non pas pour récriminer contre un passé qui n'appartient plus à personne; non pas pour semer des embûches dans la route embarrassée d'un pouvoir qui n'a que trop d'abîmes sous les pas; non pas même pour disserter, comme les sophistes de Constantinople, sur les arguties du dogme politique, le droit divin ou social, la source et la légitimité des pouvoirs, les droits d'une famille sur un peuple, ou d'un peuple sur une famille. Laissons ces choses aux heures de paix et de vaines disputes, et leur solution au temps et aux faits, qui seuls les résolvent: parlons-y du présent et de l'avenir; établissons-y nos larges et fécondes théories de droit et de liberté; jetons notre sentiment religieux, moral, progressif, dans les lois; rappelons-y à l'humanité ce qu'elle se doit à elle-même, ce qu'elle doit aux générations qu'elle enfante; faisons-lui comprendre l'époque qui est sous ses yeux et qu'elle ne voit pas. Montrons-lui ce siècle éclos pour de grandes choses, et prêt à se fondre en vaines querelles de mots et de personnes, en inanités politiques, en guerres stériles, en ruine nationale, en calamités euro-

péennes, si elle ne le saisit à son heure, si elle ne cueille pas le fruit qui est mûr aujourd'hui, qui sera corrompu demain ! Descendons de là aux intérêts du jour : aidons la démocratie à s'organiser pour vivre ; donnons-lui des guides, faisons-lui des lois, créons-lui des mœurs, car elle est seule tout l'avenir du monde. Apprenons-lui surtout qu'elle ne peut vivre sans forme ; que la forme de toute réalité politique c'est un gouvernement ; que la vie de tout gouvernement régulier c'est un pouvoir vrai et fort ; que ce pouvoir ne peut être l'expression mobile des factions inconstantes, l'œuvre perpétuelle du caprice populaire ; qu'il lui faut des racines dans le sol pour résister aux tempêtes ; que ces racines ce sont les lois organiques qui doivent l'attacher au pays et communiquer à ses rameaux la sève qu'il y puisera sans cesse. Rappelons-lui que pour être un peuple libre il ne suffit pas d'inscrire le mot liberté sur le frontispice de son gouvernement, mais qu'il faut le sceller dans les fondements mêmes, et depuis la base jusqu'au sommet ne faire de l'édifice social qu'un tout harmonieux de droits, de devoirs, de discussion, d'élection et de liberté. Avant tout, prouvons-lui qu'il faut être juste et que le droit de tous ne vit que du droit de chacun. Le despotisme peut subsister sur de fausses bases, parce qu'il s'appuie sur la force ; la liberté ne le peut pas, parce qu'elle s'appuie sur la justice : si le droit d'un seul manque à ses conditions, sa base fléchit tout entière et elle croule.

Élevons souvent les regards des hommes, notre pensée et notre voix, vers cette puissance régulatrice d'où découlent, selon Platon comme selon notre Évangile, la justice, les lois et la liberté ; qui seule sait tirer le bien du mal ; qui tient dans ses mains les rênes des empires et qui les secoue souvent avec violence et rudesse, pour réveiller l'humanité de son sommeil et lui rappeler qu'il faut marcher, dans la route de sa destinée divine, vers la lumière et la vertu. Cet élan de l'humanité vers le ciel n'est pas stérile ; c'est une force intime, c'est la foi de l'humanité dans

le progrès. Rappelons à nous cette force et cette foi des temps d'épreuve et de doute ; confions-nous à cette Providence, dont l'œil n'oublie aucun siècle et aucun jour ; faisons le bien, disons le vrai, cherchons le juste, et attendons.

Adieu, monsieur ! Tandis que, inutile à mon pays, je vais chercher les vestiges de l'histoire, les monuments de la régénération chrétienne et les retentissements lointains de la poésie profane ou sacrée dans la poussière de l'Égypte, sur les ruines de Palmyre ou sur le tombeau de David, puissiez-vous ne pas assister à de nouvelles ruines et ne pas préparer à l'histoire les pages funèbres d'un peuple qui porte encore en soi des siècles de vie, de prospérité et de gloire ! Puissent les cœurs et les esprits généreux que cette terre produit à chaque génération, sans s'épuiser jamais de génie et de vertu, étouffer leurs passagères dissensions dans le sentiment de leur commun devoir, et garder cette fortune de la France, que la France seule peut ternir ou éteindre ! C'est là le vœu du plus dévoué de ses enfants, qui ne la quitte pour un jour que parce qu'elle ne le réclame pas, qu'elle peut rappeler à toute heure, et qui ne se croira libre de ses pensées ou de ses pas que s'il ne peut les employer mieux pour elle et la servir ou l'honorer autrement !